

Concertation medef-syndicats : avancée dans la collaboration

dimanche 15 juillet 2007, par [TREPÈRE Galia](#) (Date de rédaction antérieure : 12 juin 2007).

En acceptant de discuter, avec le Medef, d'une réforme du marché du travail, les dirigeants syndicaux accréditent l'idée qu'il pourrait sortir de cette collaboration quelque chose de favorable aux intérêts des travailleurs. Loin de ce que pensent les militants et les salariés.

Le 4 juillet dernier, dirigeants patronaux et syndicaux ont décidé, d'un commun accord, de lancer à la rentrée une « *négociation sur la modernisation du marché du travail* », à raison d'une séance par semaine, du 7 septembre au 21 décembre.

En octobre dernier, la présidente du Medef, Laurence Parisot, avait souhaité un temps de « *délibération sociale* », afin d'explorer la possibilité d'ouvrir ce chantier de négociations. Les dirigeants syndicaux se sont prêtés à cette opération, qui ne peut être qu'un jeu de dupes du point de vue des intérêts des salariés. Même la direction de la CGT, qui avait exprimé des réticences en réclamant, pour ses représentants à ces réunions, le statut d'observateurs, s'est laissée séduire. « *Tout le monde s'est déclaré prêt à jouer le jeu* », a déclaré le chef de file de la délégation patronale, Denis Gautier-Savagnac. Avant d'ajouter : « *Il ne s'agit rien de moins que de développer l'emploi dans notre pays, en conciliant les besoins des entreprises et les attentes des salariés.* » Le dirigeant patronal a ainsi exprimé ce qui fonde la complicité des dirigeants syndicaux avec le Medef, l'idée que les intérêts des entreprises, c'est-à-dire du patronat ou des actionnaires, serait conciliable avec celui des salariés.

François Chérèque, qui dirige la CFDT, se défend, certes, de vouloir accepter le contrat de travail unique ou la fusion de l'ANPE et de l'Unedic, mais c'est pour indiquer aussitôt : « *Nous négocions sur la modernisation du marché du travail.* » Et lorsqu'il dit « *trouver beaucoup de défauts à la TVA sociale* », c'est pour ajouter : « *La question du financement de la protection sociale, qui pèse trop sur le coût du travail, mérite d'être discutée.* » Pour le dirigeant de la CFE-CGC, Bernard Van Craeynest, « *il s'agit de mieux définir le cadre dans lequel tous les salariés seront appelés à évoluer* ».

Comme si les transformations - ou plutôt les reculs - imposées par le patronat aux travailleurs au nom de la mondialisation étaient le résultat d'une nécessité inéluctable, et non celui d'une offensive en règle contre leurs droits. Les dirigeants syndicaux sont dominés par les raisonnements de leurs adversaires, quand ils ne sont pas subjugués par le pouvoir, comme le dirigeant de FO, Jean-Claude Mailly, qui a déjeuné avec Sarkozy dans un restaurant parisien.

Le fait même de participer à ces « négociations », quelles que soient les déclarations qui peuvent les accompagner, est un sérieux coup de main à Sarkozy et à Parisot. La préparation des luttes nécessaires pour contrer l'offensive patronale et gouvernementale ne peut se faire qu'en rupture avec cette politique de collaboration.

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2214 du 12 juillet 2007.